DIAL 2404

COLOMBIE - Synthèse des conclusions de la Table alternative : « Le Plan Colombie a été élaboré à l'insu de la nation »

samedi 16 septembre 2000, mis en ligne par Dial

Les États-Unis ont décidé de contribuer au financement du Plan Colombie (cf. DIAL D 2374 et 2381), alors que l'Europe - à l'exception notoire de l'Espagne - s'est montrée jusqu'à présent beaucoup plus réservée. Juste avant la rencontre officielle entre le gouvernement colombien et l'Union européenne, s'était tenue une « Table alternative : la Colombie et l'Europe répondent ensemble au Plan Colombie », organisée le 5 juillet à Madrid et à laquelle ont participé plus de 150 délégué(e)s appartenant à des organisations de développement, de défense des droits de l'homme, de défense de l'environnement, de solidarité et autres organisations sociales, ainsi que des personnalités démocratiques et universitaires venant d'Allemagne, de Belgique, d'Italie, de France, de Suisse, de Grande Bretagne, d'Espagne et de Colombie. Cette rencontre s'est conclue par un accord, dont l'article ci-dessous, paru dans Utopias*, juillet 2000 (Colombie) livre le contenu, plus actuel que jamais.*

La Table alternative spécifie que le principal mérite du « Plan Colombie » est le consensus qu'il a suscité dans les divers secteurs d'opinions en Europe, en Amérique du Nord et en Colombie, consensus qui se traduit par un refus unanime du plan pour des raisons bien spécifiques parmi lesquelles nous retiendrons :

• Le Plan a été élaboré à l'insu de la nation, du Congrès de la République, des autorités et des communautés vivant dans les régions où il se déroulera, des organisations sociales, de protection de l'environnement et des droits de l'homme, ainsi que de l'opinion publique en général, et son principal effet sera l'extension et l'aggravation de la confrontation armée.

• Pour ce qui est des droits de l'homme, le Plan ignore la part de responsabilité de l'État dans les violations massives, systématiques et persistantes qui sont perpétrées en Colombie, dans l'impunité régnante ainsi que dans l'apparition et le développement du mouvement paramilitaire.

• La mise en œuvre du Plan est un nouveau facteur de déplacement forcé et, de ce point de vue, il constitue un élément de plus qui pousse tous les acteurs de la guerre au non-respect, déjà récurrent, du droit humanitaire international.

• Face à l'extension de l'action criminelle des groupes paramilitaires, le Plan n'envisage aucune stratégie de lutte et de poursuite. Il ne tient pas compte non plus des recommandations internationales relatives à l'obligation de l'État d'enquêter sur les liens qu'entretiennent les membres de la force publique avec ces groupes et de les sanctionner, favorisant ainsi leur développement et leur renforcement.

• Nous sommes conscients de la nécessité de condamner et de combattre ensemble le fléau du trafic de stupéfiants au niveau mondial, et étant donné que ce ne sont pas les cultures qui génèrent le trafic de stupéfiants mais le trafic de stupéfiants qui génère et favorise les cultures illicites, là où se trouve le maillon le plus faible de la chaîne de cette économie illégale, il est inadmissible que le Plan Colombie

ignore les échecs répétés de la lutte contre le trafic de stupéfiants qui ont eu pour effet d'accroître la superficie cultivée et la production, provoquant ainsi des dommages irréparables sur l'environnement et l'écosystème amazonien, patrimoine de l'humanité.

• En fin de compte, dans le domaine économique, le Plan Colombie se contente d'intégrer les compromis établis par le gouvernement colombien actuel avec la banque multilatérale, ce qui a pour effet de renforcer la mise en application du plan néolibéral, avec ses privatisations, l'accroissement des inégalités, l'aggravation des déséquilibres sociaux et l'augmentation dramatique du chômage.

Abondant dans ce sens, la Table alternative souligne la nécessité d'un « Plan alternatif de mise en vigueur des droits de l'homme, de la paix et du développement accompagné de justice sociale » qui :

• Fasse face aux problèmes structurels d'un modèle de développement économique caractérisé par une inégalité dans la répartition des revenus et des biens qui renforce l'exclusion traditionnelle de larges secteurs de la société colombienne.

• Concrétise la démocratisation politique, économique et sociale.

• Privilégie une réforme agraire structurelle.

• Instaure un processus de substitution des cultures en accord avec les communautés, qui tienne compte de leur expérience en matière de respect de l'environnement et de préservation de la biodiversité, et qui leur garantisse une capacité de production et des conditions de vie respectables.

• Inclut les plans de développement participatif au niveau local et régional et qui consolide les mécanismes de contrôle urbain et les nouvelles formules de décentralisation administrative et financière.

La Table alternative est également d'accord pour exiger des acteurs du conflit le respect sans restriction de la population civile pour lequel on propose un arrêt des hostilités et la signature urgente d'accords humanitaires. À cet égard, la Table lance un appel pour que les recommandations internationales répétées en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire international soient mises en application.

La Table alternative exhorte les États de l'Union européenne à :

• Conserver l'esprit de la Réunion intergouvernementale du 19 juin 2000 à Londres relative à la participation indispensable des divers acteurs sociaux à l'élaboration des stratégies principales qui touchent la vie nationale ainsi qu'aux processus de paix, et concrètement, au Plan Colombie.

• Refuser l'aide militaire récemment accordée à la Colombie par le Congrès américain, et par conséquent, s'abstenir de soutenir politiquement et financièrement le Plan Colombie actuel.

• Maintenir les relations de coopération sans que les positions divergentes adoptées autour du Plan Colombie aient une influence négative sur un financement possible et/ou sur sa poursuite.

• Réviser la réglementation sur l'asile politique et l'immigration de façon à ce que les Colombiens qui le demandent aient des conditions de vies décentes lorsqu'ils sont exilés en Europe.

• Inciter la banque multilatérale à faire en sorte que son apport au processus de paix en Colombie ne se traduise pas par un lourd endettement externe.

• Proposer la remise de la dette extérieure, avec pour critère le fait que les ressources allouées à son remboursement soient, en concertation avec les communautés, destinées à des programmes complets d'investissement social et de substitution des cultures.

• Apporter un appui politique exprès aux déclarations, rapports annuels et recommandations du Bureau colombien du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme.

• Garantir de toute urgence la consolidation financière du Bureau Colombien du Haut Commissariat des Nations unies pour les droits de l'homme ainsi que des autres agences du système présentes dans le pays.

La Table alternative demande à la communauté internationale de prendre en compte les accords qui, en matière de paix, affectent l'État et les insurgés, en reconnaissant et en renforçant le rôle principal qui revient à la société civile.

La Table alternative apporte son soutien et son aide à l'initiative prise par les organisations de développement, de défense des droits de l'homme, sociales, de défense de l'environnement, de solidarité, ainsi que par des personnalités démocratiques et universitaires nationales et internationales d'organiser une « Conférence internationale sur les droits de l'homme, la paix, le développement et la justice sociale » à San Jose de Costa Rica pour mener à bien pendant le prochain trimestre, comme cadre de participation indispensable, la concertation et la discussion entre le gouvernement colombien, les insurgés, les divers acteurs de la société colombienne et la communauté internationale, afin de trouver des solutions au conflit social et armé pour établir une paix stable, globale et durable en Colombie.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 2404.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : *Utopias*, juillet 2000.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial - http://www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.